

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL MANAGEMENT OF TAXES

6. PARTICIPATION A L'APPEL D'OFFRES

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises de droit camerounais ou internationale spécialisées dans le domaine de la maintenance des établissements recevant le public de type Immeuble de Grande Hauteur (IGH).

7. FINANCEMENT

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de fonctionnement du Ministère des Finances des exercices 2025 et suivants sur la ligne d'imputation budgétaire n° 59.20.031.04.330030.361400.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, acquittée à la main et assortie d'un récépissé de la CDEC, conformément à la lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, d'un montant de quatre millions neuf cent mille francs CFA (4 900 000), délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances. Elle doit être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, B.P : 285 Yaoundé Tél : 2 22 23 47 17 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.amp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, B.P : 285 Yaoundé Tél : 2 22 23 47 17 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent cinquante mille (150 000) francs CFA, payable au Trésor Public contre quittance.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais.

- **Pour la soumission en ligne**, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18 JUIN 2025 à 13 H 00 limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

N° 0000 AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
N° 0009 JOIO/MINFI/CIPM/2025 DU 14 MAI 2025
**POUR LES TRAVAUX DE MAINTENANCE DE L'IMMEUBLE DE LA DIRECTION GENERALE DES
IMPOTS (DGI) A YAOUNDE**
« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents, qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire, sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF** pour les documents textuels ;
- **JPEG** pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées sur la plateforme numérique dédiée dans des enveloppes différentes séparées et scellées.

N.B. : Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Chaque soumissionnaire devra fournir une caution de soumission timbrée, acquittée et assortie d'un récépissé de la CDEC, conformément à la lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, d'un montant de quatre millions neuf cent mille francs CFA (4 900 000) ayant une durée de validité de trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres et établie par un établissement bancaire de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances.

Les pièces administratives requises devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité émettrice, datant de moins de trois (03) mois.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, techniques et financières aura lieu le 18 JUI 2025 à 14 H 00 dans salle de réunion de la Commission de Passation des Marchés auprès du Ministère des Finances, sis à MVOG-ADA en face du Collège MONTESQUIEU.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES :

1.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a) du dossier administratif incomplet ou non conforme aux prescriptions de la consultation, 48 heures après l'ouverture des offres ;
- b) de l'absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- c) de la non production au-delà 48 h après l'ouverture des plis d'une pièce du Dossier administratif jugé non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- d) de fausses déclarations, manœuvre frauduleuses ou falsification des pièces ;

- e) du non-respect d'au moins 14/17 des critères essentiels ;
- f) de l'absence de déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- g) de l'absence de justificatifs de la capacité financière d'un montant de Deux cent millions (200 000 000) FCFA;
- h) de l'absence de la lettre de soumission ;
- i) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée;
- j) de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée ;
- k) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l) de la non-conformité du détail quantitatif et estimatif au modèle du DAO ;
- m) du non-respect du format de fichiers des offres en cas de soumission en ligne ;
- n) de l'absence de justificatif d'au moins deux (02) projets de maintenance de bâtiment publics de grande hauteur (minimum 7 étages) d'un montant cumulé TTC d'au moins FCFA 200 000 000 réalisé au cours des trois (03) dernières années, ou en cours de réalisation.

1.2. Critères essentiels :

Les offres techniques seront notées en fonction des critères essentiels ci-après :

- a) la présentation de l'offre (pièces rangées dans l'ordre et séparées par des intercalaires en couleur);
- b) la preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés sur toutes les pages puis signés, cachetés et datés à la dernière page) ;
- c) la qualification et l'expérience du personnel d'encadrement du soumissionnaire ;
- d) la méthodologie ;
- e) les moyens matériels et logistiques.

Pour être éligible à l'évaluation financière, le soumissionnaire doit satisfaire à tous les critères dits éliminatoires et au moins 14/17 des critères essentiels.

16. ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS

Non applicable.

18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours (90) jours, à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, B.P : 285 Yaoundé Tél : 2 22 23 47 17 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 14 MAI 2025

Copies:

- Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Président CIPM-MINFI ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Affichage chrono.

LE MINISTRE DES FINANCES

(Maître d'ouvrage)



[Signature]
Louis Paul MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

[Signature]

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL MANAGEMENT OF TAXES

NOTICE OF OPEN INTERNATIONAL CALL FOR TENDER

N° 000009 VOICT/MINFI/CIPM/2025 OF 14 MAI 2025

FOR MAINTENANCE WORK ON THE GENERAL DIRECTORATE OF TAX BUILDING IN
YAOUNDE SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

1. PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS

As part of the sustainability of the buildings housing its departments, the Minister of Finance, the contracting authority, is issuing an International Open Call for Tender for maintenance work on the General Directorate of Taxes (DGI) building in Yaoundé.

2. SCOPE OF WORK

The services covered by this call for tender consist of the preventive and corrective maintenance of the installations and equipment grouped by the section below:

- General electricity – air conditioning, ventilation and smoke extraction – plumbing and sanitation;
- Finishing work installations – facade cladding – roofing – roads, various networks and green spaces;
- Fire safety and personal assistance;
- Lifting equipment.

3. ALLOTMENT

The services covered by this Call for Tender is comprised of a single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the project, following preliminary studies, is two hundred and forty-nine million (249,000,000) CFA francs.

5. ESTIMATED TIME FRAME

The time frame for completion of the services is twelve (12) months, including all constraints, from the date of notification of the work order to begin.

6. PARTICIPATION IN THE CALL FOR TENDER

Participation in this Call for Tender is open to companies and groups of companies incorporated under Cameroonian or International law specialized in the maintenance of high-rise buildings (IGH) open to the public.

7. FINANCING

The services covered by this Call for Tender is financed by the Ministry of Finance's Operating Budget for fiscal years 2025 and beyond under budget line number 59.20.031.04.330030.361400.

8. SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this consultation is online.

9. BID GUARANTEE

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond, paid by hand and accompanied by a receipt from the CDEC, in accordance with Circular Letter No. 00019/LC/MINMAP dated January 5, 2024, in the amount of four million nine hundred thousand CFA francs (4,900,000), issued by a leading banking institution or an insurance company approved by the Ministry of Finance. It must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public procurement purposes will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but unrelated to the relevant consultation will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT

The physical file may be consulted free of charge in the Contracting Authority's offices during working hours at the General Affairs Department of the General Directorate of Taxation, Room 402, P.O. Box 285 Yaoundé, Tel.: 2 22 23 47 17, upon publication of this notice. It can also be viewed online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.amp.cm).

11. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The physical version of the tender document may be obtained from the General Affairs Department of the General Directorate of Taxes, Room 402, P.O. Box 285 Yaoundé, Tel.: 2 22 23 47 17 upon publication of this notice, payment of a non-refundable tender document purchase fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs, payable to the Public Treasury against receipt.

The electronic version of the tender document may also be obtained by free download from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is subject to payment of the tender document purchase fee.

12. SUBMISSION OF TENDER

Each tender must be written in French or English.

- For online submission, the tender must be submitted by the bidder via the CO-LEPS platform no later than 18 JUN 2025 at 13 H 00 Deadline. A backup copy of the tender saved on a USB flash drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy," in addition to the statement below, within the specified timeframe.

N° 000008 "NOTICE OF OPEN INTERNATIONAL CALL FOR TENDER
IOCT/MINFI/CIPM/2025 OF 14 MAI 2025
FOR MAINTENANCE WORK ON THE BUILDING OF THE GENERAL DIRECTORATE OF TAXES
(DGI) IN YAOUNDE

"To be opened only during the opening session"

File Size and Format

For online submissions, the maximum file sizes for documents submitted, on the platform and constituting the bidder's offer, are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
 - 15 MB for the Technical Bid;
 - 5 MB for the Financial Bid.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
 - JPEG for images.

The candidate must use compression software to reduce the size of the files to be submitted, if necessary.

13. ADMISSIBILITY OF ENTRIES

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will not be accepted by the Project Owner:

- Envelopes containing information on the bidders' identities;
- Envelopes received after the submission deadlines. - Envelopes without indication of the identity of the Call for Tenders;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offering only copies.

Each bidder must provide a stamped receipt bid bond from the CDEC, in accordance with circular letter N°00019/LC/MINMAP of 05 January 2024, in the amount of four million nine hundred thousand CFA francs (4 900 000) with a validity period of thirty (30) days beyond the original date of validity of the bids and established by a first-class banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance.

The required administrative documents must, under penalty of rejection, be produced in original form or in copies certified by the issuing authority, dated less than three (03) months ago.

Any bid that does not comply with the requirements of this Call for Tenders document will be declared inadmissible, including the absence of a bid bond, as well as any bid received after the submission deadlines.

14. OPENING OF BIDDINGS

Biddings will be opened in one session.

In any event, the opening of administrative, technical, and financial documents will take place on 18 JUN 2025 at 14 H 00 in the meeting room of the Procurement Commission at the Ministry of Finance, located at MVOG-ADA opposite the MONTESQUIEU College.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the call for tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document from the administrative file during the bid opening after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. TENDER EVALUATION CRITERIA:

1.1. Elimination criteria

These include:

- a) an incomplete administrative file or one that does not comply with the consultation requirements 48 hours after the bid opening;
- b) the absence or non-compliance of the bid security at the bid opening;
- c) failure to submit a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the bid opening (except the bid security) within 48 hours after the bid opening;
- d) false declarations, fraudulent practices, or falsification of documents;
- e) failure to comply with at least 14/17 of the essential criteria;
- f) failure to swear a declaration of not having abandoned a project for the past three (03) years;
- g) failure to provide proof of financial capacity in the amount of two hundred million (200,000,000) CFA francs;
- h) failure to submit a letter of submission;
- i) failure to provide a dated and signed integrity charter;
- j) failure to provide a dated and signed social and environmental commitment declaration;
- k) failure to include a quantified unit price in the Financial Offer;
- l) failure of the detailed quantities and estimates to comply with the tender documents template;
- m) failure to comply with the bid file format in the case of online submission;
- n) the absence of proof of at least two (02) high-rise public building maintenance projects (minimum 7 floors) with a cumulative amount including tax of at least FCFA 200,000,000 completed over the last three (03) years, or in progress.

1.2. Essential criteria:

Technical offers will be scored according to the following essential criteria:

- a) the presentation of the offer (documents arranged in order and separated by dividers,
- b) proof of acceptance of the contract conditions (CCAP and CCTP initialed on all pages then signed, stamped, and dated on the last page);
- c) the qualifications and experience of the bidder's supervisory staff;
- d) the methodology;

e) the material and logistical resources.

To be eligible for financial evaluation, the bidder must meet all the so-called elimination criteria and at least 14/17 of the essential criteria.

16. AWARD OF CONTRACT

The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest priced.

17. MAXIMUM NUMBER OF LOTS

Not applicable.

18. VALIDITY OF TENDERS

Tenderers shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the initial deadline set for submission of tenders.

19. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the General Affairs Department of the Directorate General of Taxes, Room 402, P.O. Box 285 Yaoundé, Tel.: 2 22 23 47 17, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report any practices, facts, or acts of corruption, please call CONAC at 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (text message or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the 14 MAI 2025

Copies

- Authority in charge of Publics Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Chairperson of the Internal Trends Board of MINFI;
- SOPECAM (for publication);
- Notice board.

THE MINISTRY OF FINANCE
(Project Owner)



Louis Paul MOTAZE